



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**CAMPUS  
FRANCE**

## **SECRETARIAT GENERAL**

Accord cadre soumis au respect du code de la commande publique

Accord cadre de prestations de services

### **ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICES JURIDIQUES**

Procédure adaptée conformément à l'article R.2123-1 3° du code de la commande publique

### **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

**CAMPUS FRANCE**  
**28, rue de la Grange aux Belles**  
**75010 PARIS**

## TABLE DES MATIERES

<b>ARTICLE 1. objet et carateristiques de l'accord cadre.....</b>	<b><u>33</u></b>
ARTICLE 1.1 objet .....	<b><u>33</u></b>
ARTICLE 1.2 Allotissement : .....	<b><u>33</u></b>
ARTICLE 1.3 Montants de l'accord cadre :.....	<b><u>33</u></b>
ARTICLE 1.4 Procédure .....	<b><u>44</u></b>
ARTICLE 1.5 Technique d'achat .....	<b><u>44</u></b>
ARTICLE 1.6 Durée de l'accord cadre.....	<b><u>44</u></b>
ARTICLE 1.7 Convention de preuve .....	<b><u>44</u></b>
<b>ARTICLE 2. Modalités de commande possibles.....</b>	<b><u>44</u></b>
ARTICLE 2.1 Commandes par bon de commande.....	<b><u>55</u></b>
ARTICLE 2.2 devis prealable .....	<b><u>55</u></b>
<b>ARTICLE 3. Documents contractuels .....</b>	<b><u>55</u></b>
<b>ARTICLE 4. Respect du droit du travail.....</b>	<b><u>66</u></b>
<b>ARTICLE 5. Prix.....</b>	<b><u>66</u></b>
ARTICLE 5.1 Définition et contenu des prix .....	<b><u>66</u></b>
ARTICLE 5.2 Révision des prix.....	<b><u>77</u></b>
<b>ARTICLE 6. Modalités de règlement.....</b>	<b><u>77</u></b>
ARTICLE 6.1 Avance/ Acomptes .....	<b><u>77</u></b>
ARTICLE 6.2 Service fait.....	<b><u>77</u></b>
ARTICLE 6.3 Factures.....	<b><u>87</u></b>
<b>ARTICLE 7. Pénalités de retard .....</b>	<b><u>88</u></b>
<b>ARTICLE 8. Utilisation des résultats/ Cession des droits.....</b>	<b><u>88</u></b>
<b>ARTICLE 9. Protection des données personnelles.....</b>	<b><u>88</u></b>
<b>ARTICLE 10. Résiliation de l'accord cadre .....</b>	<b><u>98</u></b>
<b>ARTICLE 11. Modifications relatives au titulaire.....</b>	<b><u>99</u></b>
<b>ARTICLE 12. Exceptions au CCAG-PI.....</b>	<b><u>99</u></b>

## **ARTICLE 1. OBJET ET CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD CADRE**

### **ARTICLE 1.1 OBJET**

Cet accord cadre porte sur la réalisation de services de prestations juridiques pour le compte de Campus France en matière de conseils juridiques d'une part et de représentation légale d'autre part.

Deux types de prestations sont donc attendus :

- Le conseil et l'assistance sous forme de consultations écrites (note, rédaction d'actes juridiques, ...) à adresser à Campus France. Par conseil juridique, on entend tous types de conseils et consultations, de manière physique, postale, téléphonique ou dématérialisée, la rédaction d'actes ou de documents divers, la participation à des réunions de travail ou des réunions avec des tiers, sans que cette liste soit exhaustive, en ce comprises toutes les obligations que l'usage et la déontologie impliquent et font découler de ces prestations.
- La représentation en justice selon les dispositions de l'article 411 du Code de procédure civile : « Le mandat de représentation en justice emporte pouvoir et devoir d'accomplir au nom du mandat les actes de la procédure ». Le prestataire doit pouvoir intervenir devant tout niveau de juridictions judiciaires et administratives, à l'exception des pourvois en cassation devant le Conseil d'État ou devant la Cour de cassation.
- Autant pour le conseil et l'assistance que pour la représentation en justice, Campus France peut commander des prestations de prise de connaissance d'un dossier en cours, en vue de sa reprise par le titulaire de l'accord cadre à la suite du dessaisissement de l'un de ses confrères.
- Autant pour le conseil et l'assistance que pour la représentation en justice, Campus France peut commander des prestations relatives à des dossiers contentieux ou précontentieux, nés avant la conclusion du présent accord cadre et suivi par le précédent titulaire de l'accord cadre.

Les prestations susceptibles d'être commandées sont rattachées aux problématiques juridiques couvertes par chacun des lots.

### **ARTICLE 1.2 ALLOTISSEMENT :**

Conformément aux articles L2113-10 du code de la commande publique, l'accord cadre est alloti, comme suit :

- Lot n°1 : Prestations de services juridiques dans le domaine du droit des nouvelles technologies et de la protection des droits de propriété intellectuelle ;
- Lot n°2 : Prestations de services juridiques dans le domaine du droit public et privé économique.

Le lot n°2 couvre toutes les matières relevant du droit des affaires (le droit commercial, le droit des sociétés, le droit de la concurrence, le droit de la consommation, le droit des obligations privé et public...), dans son acception large, à l'exception des matières couvertes par le lot 1 et du droit fiscal, qui n'est pas concerné par le présent accord cadre.

### **ARTICLE 1.3 MONTANTS DE L'ACCORD CADRE :**

Les montants, pour chacun des lots, sont les suivants :

- Lot n°1 : Prestations de services juridiques dans le domaine du droit des nouvelles technologies et de la protection des droits de propriété intellectuelle

Montant annuel minimum : sans minimum

Montant annuel maximum : 25 000 € HT

- Lot n°2 : Prestations de services juridiques dans le domaine du droit des affaires (public et privé)

Montant annuel minimum : sans minimum

Montant annuel maximum : 40 000 € HT

Si, au terme de l'exécution de l'accord cadre, le total des commandes de Campus France n'a pas atteint le montant minimum fixé, le titulaire a droit à une indemnité égale à la marge bénéficiaire qu'il aurait réalisée sur les prestations qui restaient à exécuter pour atteindre ce minimum.

Le titulaire ne peut obtenir une telle indemnité qu'à la condition qu'il justifie le montant de sa marge bénéficiaire par tous documents utiles.

Par dérogation à l'article 3.7.5 du CCAG-PI, le montant de cette indemnité ne peut dépasser les 5% de la différence entre le montant HT des prestations consommées et le montant minimum HT prévu à l'accord cadre.

#### **ARTICLE 1.4 PROCEDURE**

La consultation est lancée selon une procédure adaptée, comme prévu à l'article R.2123-1 3° du code de la commande publique.

#### **ARTICLE 1.5 TECHNIQUE D'ACHAT**

Il s'agit d'un accord-cadre conclu avec un unique opérateur économique, tel que décrit dans les articles R. 2162-1 à R. 2162-6 du code de la commande publique.

Les commandes sont effectuées lors de la survenance d'un besoin.

#### **ARTICLE 1.6 DUREE DE L'ACCORD CADRE**

L'accord cadre prend effet à sa date de notification pour une durée totale d'un an. Il est reconductible trois fois par tacite reconduction.

Campus France peut ne pas reconduire l'accord cadre, sans indemnité, en envoyant trois mois avant l'échéance annuelle un recommandé avec accusé de réception au titulaire. Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction ou non reconduction de l'accord cadre.

#### **ARTICLE 1.7 CONVENTION DE PREUVE**

Les courriels reçoivent la même force probante que l'écrit papier. Le titulaire est réputé avoir réceptionné un courriel une heure après son envoi par Campus France.

### **ARTICLE 2. MODALITES DE COMMANDE POSSIBLES**

Campus France peut commander les prestations de la manière suivante :

- Par bon de commande sur la base des items et prix figurant au bordereau des prix unitaires, conformément à l'article R 2162-2 alinéa 2 du code de la commande publique ;

**Quel que soit le mode de commande, aucune prestation ne peut être réalisée par le titulaire s'il ne s'est vu notifier au préalable une commande.**

La notification des commandes ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Il est précisé que la durée d'exécution des commandes notifiées sur la base du présent accord-cadre ne peut se prolonger au-delà de la date limite de validité de cet accord-cadre qu'à condition de ne pas méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

## **ARTICLE 2.1 COMMANDES PAR BON DE COMMANDE**

Les bons de commande mentionnent les prestations commandées parmi celles prévues au bordereau des prix unitaires, aux prix prévus au bordereau des prix unitaires, et en prévoient la quantité.

Chaque bon de commande indique donc :

- Le numéro du bon de commande, valant numéro d'engagement,
- Le nom du titulaire,
- La référence de l'accord-cadre,
- La date d'émission de la commande,
- La désignation des services commandés,
- La quantité commandée,
- Le prix H.T. de chaque prestation,
- Le total HT pour l'ensemble de la commande,
- Le total TTC de la commande,
- La signature du représentant de Campus France.

## **ARTICLE 2.2 DEVIS PREALABLE**

Campus France commande des prestations avec une rémunération au temps passé.

Pour ce faire, Campus France sollicite un devis auprès du titulaire. Il est fait usage des prix horaires indiqués dans le bordereau des prix unitaires de l'accord cadre. Le titulaire indique la quantité dans son devis. Il remet le devis à Campus France dans un délai de 5 jours ouvrés au maximum à compter de la réception de la demande.

Campus France formalise son accord sur le devis en notifiant au titulaire un bon de commande auquel est joint le devis accepté.

## **ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

L'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de Campus France fait seul foi, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement de l'accord-cadre et son annexe, le bordereau des prix unitaires ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe relative à la protection des

- données personnelles ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ; Le CCAG-PI bien que non joint est réputé connu des parties au présent contrat ;
- Le mémoire méthodologique du titulaire.

#### **ARTICLE 4. RESPECT DU DROIT DU TRAVAIL**

En application de l'article D.8222-5 du code du travail, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'accord-cadre, le titulaire transmet :

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;

2° Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, Campus France enjoint aussitôt le titulaire de faire cesser sans délai cette situation.

Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à Campus France, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le présent accord cadre peut être résilié par Campus France sans indemnité.

#### **ARTICLE 5. PRIX**

##### **ARTICLE 5.1 DEFINITION ET CONTENU DES PRIX**

Les prix du bordereau des prix, sont unitaires, appliqués aux quantités réellement réalisées.

Ces prix sont ceux qui ont été fixés librement par le titulaire dans son bordereau des prix unitaires lorsqu'il a répondu à la procédure de mise en concurrence.

Les prix sont réputés complets. Ainsi, et conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre notamment toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à

l'emballage, à l'assurance et au transport, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

L'attention du titulaire est attirée sur la circonstance qu'en application de l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les frais et débours de tout type sont réputés compris dans les prix du bordereau des prix.

Toutefois, ils sont exprimés hors taxe à la valeur ajoutée.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur.

## **ARTICLE 5.2 REVISION DES PRIX**

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la signature de l'offre par le Titulaire, dit mois Mo.

Les prix sont fermes la première année et révisable par ajustement annuellement, à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, par l'application au(x) prix de l'accord-cadre (P) de la formule suivante :

$$P = P_0 (S/S_0).$$

Dans laquelle :

P = prix après révision,

P<sub>0</sub> = prix de base,

S<sub>0</sub> = l'indice « ICHTrev-TS - Services administratifs, soutien », disponible sur le site internet de l'INSEE, à la date de signature de l'offre par le titulaire,

S = le dernier indice « ICHTrev-TS - Services administratifs, soutien », disponible sur le site internet de l'INSEE, connu à la date de révision.

Une fois révisés, les prix demeurent fermes pour l'année d'exécution de l'accord-cadre, jusqu'à la prochaine révision.

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs est effectué par arrondissement au centième supérieur.

Lorsque l'indice de révision des prix a été supprimé et que la révision des prix est ainsi rendue impossible, il est fait usage, sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire, de l'indice de remplacement proposé par l'INSEE. Les valeurs de l'indice supprimé sont converties en valeur du nouvel indice utilisant le coefficient de raccordement proposé par l'INSEE.

## **ARTICLE 6. MODALITES DE REGLEMENT**

### **ARTICLE 6.1 AVANCE/ ACOMPTES**

Aucune avance n'est versée.

Les acomptes sont versés conformément à la réglementation.

### **ARTICLE 6.2 SERVICE FAIT**

La facturation intervient en principe à terme échu après la constatation du service fait.

### **ARTICLE 6.3 FACTURES**

Les factures du titulaire sont des factures dématérialisées.

Outre les mentions légales, les factures du titulaire portent les indications suivantes :

- Nom et adresse du créancier,
- numéro complet du compte bancaire ou postal,
- numéro de marché,
- numéro d'engagement,
- désignation des prestations commandées
- quantité
- prix unitaires HT,
- montant total HT
- taux et montant de TVA
- montant TTC.

Elles sont transmises conformément à la réglementation à Campus France par voie dématérialisée et déposées sur le Portail **Chorus Pro**.

La date certaine de réception est la date d'arrivée sur le portail mentionné ci-dessus. Si ces formalités de transmission ne sont pas respectées, la demande de paiement est réputée non recevable car non conforme aux spécifications du marché. Le délai de paiement ne court qu'à compter de la réception des demandes de paiement conformes aux stipulations du marché.

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique.

Le paiement intervient dans un délai de 30 jours suivant la date de réception de la facture adressée par le titulaire à Campus France, sous peine d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

En complément et par application de la réglementation, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est versée au titulaire pour chaque paiement du, à titre de compensation, des frais de recouvrement. Le montant de cette indemnité est fixé à 40 euros.

### **ARTICLE 7. PENALITES DE RETARD**

Il est fait usage des pénalités de retard définies au CCAG-PI.

### **ARTICLE 8. UTILISATION DES RESULTATS/ CESSION DES DROITS**

Il est fait usage des stipulations de l'option A du CCAG-PI.

### **ARTICLE 9. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

En mai 2018, est entré en vigueur le règlement général à la protection des données (RGPD).

En conséquence Campus France impose à tous les titulaires de ses contrats de se conformer à ce règlement. Il en est de même pour leurs éventuels sous-traitants tout au long de l'accord cadre.



Le dispositif RGPD mis en place pour le présent marché est prévu par les stipulations de l'annexe 1 au présent CCP.

#### **ARTICLE 10. RESILIATION DE L'ACCORD CADRE**

La résiliation de l'accord cadre obéit aux stipulations correspondantes énoncées au CCAG-PI.

#### **ARTICLE 11. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE**

Le titulaire doit notifier au pouvoir adjudicateur toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent marché une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. Ces modifications donnent lieu à l'établissement d'un avenant.

Les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par le pouvoir adjudicateur sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, dès réception de l'information du changement par le pouvoir adjudicateur. Il s'agit des modifications suivantes :

- Modification du siège social
- Modification du compte bancaire
- Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société
- Changement de raison sociale n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale

#### **ARTICLE 12. EXCEPTIONS AU CCAG-PI**

L'article 1.3 du présent document déroge à l'article 3.7.5 du CCAG-PI.